

FIN DE LA POLITIQUE FAMILIALE LE MEDEF EN RÊVAIT HOLLANDE LE FAIT

Avec son « Pacte de responsabilité », le Président de la République a décidé de se soumettre aux exigences du patron du Medef. Il répond à une vieille exigence du grand patronat et revient sur un des fondements de la Sécurité sociale inventée par Ambroise Croizat. En supprimant les cotisations patronales pour la politique familiale au nom de la baisse du coût du travail, François Hollande leur fait un cadeau de plus de 35 milliards d'euros à ajouter aux 20 milliards du CICE. Pourtant, chacun sait que les allègements de charges, qui ont coûté 373,6 milliards aux contribuables, n'ont jamais été efficace pour créer de l'emploi.

De nouveaux cadeaux aux patrons payés par les familles

Financée par une nouvelle réduction globale de la dépense publique de 55 Mds d'euros d'ici à 2017, ces exonérations impliquent de prendre encore ces 35 milliards dans la poche des salarié-e-s et de remettre en cause la politique familiale dans son principe et son fonctionnement. Annoncée sans prélèvement obligatoire supplémentaire, la pérennité de la politique familiale portée par la branche famille est ainsi remise en cause et ne sera en effet concevable qu'en réduisant le niveau des prestations familiales, voire en supprimant le quotient familial, et donc in fine la réponse aux besoins des familles. Le choc social qui en découlera sera sans précédent.



La destruction de la Sécu en perspective ?

Le sacrifice de la politique familiale aura des conséquences sur la natalité et donc sur le financements de la retraite. C'est la cohérence de la sécurité sociale qui est attaquée par cette régression sociale de près de 70 ans ! D'autant plus qu'en s'attaquant ainsi aux familles et à notre système de sécurité sociale solidaire, le gouvernement n'engage en rien une politique permettant de répondre aux déséquilibres des branches de la sécurité sociale, ni aux déficits publics. En revanche, il ouvre la voie à une refondation du modèle social français dont le centre de gravité ne serait plus la protection des familles et des travailleurs, mais la protection des entreprises et de leur rentabilité financière que le Président semble confondre avec leur compétitivité.

La droite, si prompt à se mobiliser sur la famille, approuve les propositions du Président. **Plus que jamais, le PCF et ses partenaires du Front de gauche se battront pour la défense et la promotion de la sécurité sociale solidaire basée sur la cotisation sociale et l'emploi.** C'est une des propositions de gauche dont notre pays a besoin !



ALLOCATIONS FAMILIALES

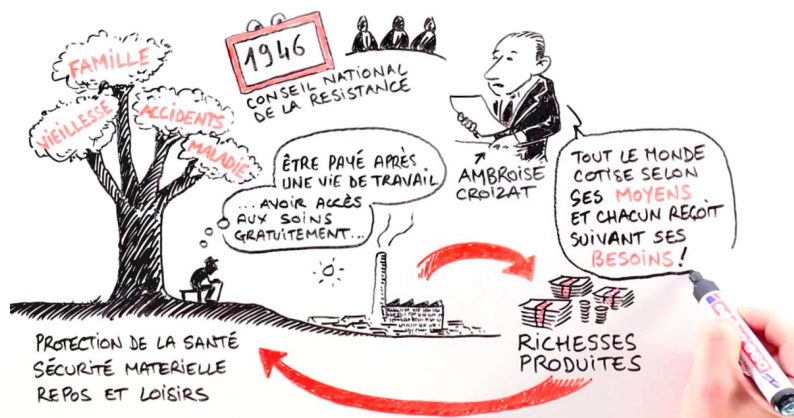
Une conquête sociale de la Libération, issue du Programme du Conseil National de la Résistance « Les jours heureux »

Les allocations familiales reflètent la fidélité des idéaux fondateurs de la Sécurité Sociale, répondant à la notion d'universalité. Le financement de la politique familiale concerne les entreprises qui profitent de la création, de la formation et de la force de travail. Il est totalement injuste que le MEDEF veuille

Un autre choix politique est possible: une sécurité sociale pour tous et l'argent existe

► **312** milliards de revenus financiers non soumis à cotisations sociales

► **30** milliards d'exonération de cotisations patronales



s'extraire de la cotisation arguant qu'il n'a aucune raison de verser sa cote part pour un enjeu qui relève de la solidarité nationale et non du travail.

Il est également injuste que le Gouvernement en place valide cette attaque visant à détruire ce système d'universalité, critère fondateur de la justice sociale.

Les entreprises ont une responsabilité sociale

Ainsi, nous défendons fermement le principe des cotisations sociales liées à l'entreprise, lieu de création des richesses par les salariés. Nous revendiquons l'émancipation par une réforme de progrès et d'efficacité des cotisations patronales, en rupture avec la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée produite.

Les allocations familiales ont été historiquement au cœur de l'amélioration des conditions de vie des salariés et de leur famille, et plus généralement de l'ensemble de la population.

Elles ont contribué au redressement industriel et économique de notre pays. Il est de notre devoir politique mais également citoyen de les défendre, de les conserver farouchement et de travailler à les améliorer, en les proposant dès le premier enfant.

Le courage politique est de proposer la sécurité sociale à 100% pour toutes et tous!

Pour aller plus loin

Le dessin animé A TA SANTE <http://www.pcf.fr/32817>

L'argumentaire SECU ET FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE <http://www.pcf.fr/31772>

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :